



ALDA

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE BAYONNE

N°03

SEPTEMBRE-NOVEMBRE 2021

Les seuls combats perdus par avance sont ceux qu'on ne mènent pas

EDITO

LES CHOSES BOUGENT !

En plus de son travail quotidien auprès des habitants ne trouvant pas d'appartement à louer à un prix accessible ou des locataires ayant tel ou tel problème ; Alda a lancé une grande campagne pour s'attaquer aux causes mêmes de la crise du logement (voir pages 6 et 7).

Et nous avons depuis avril dernier travaillé d'arrache-pied depuis sur un objectif jugé prioritaire : protéger les logements loués à l'année aux gens d'ici, et qui disparaissent peu à peu, par milliers, transformés en meublés touristiques permanents de type Airbnb.

Chiffrage de l'étendue du problème, études juridiques sur la possibilité d'appliquer localement certaines mesures efficaces contre ce problème, comme la compensation*, actions médiatiques et pédagogiques, travail de plaidoyer auprès des élus, Alda n'a pas chômé !

Et bien, les choses commencent à bouger. Début juillet, Alda a rencontré les principaux élus en charge de ce dossier à la Communauté d'agglomération du Pays Basque. Ce fut une réunion très constructive laissant prévoir des avancées dans ce domaine. Alda entend suivre ce dossier de près, en visant l'adoption au plus tôt des mesures que nous défendons.

L'enjeu est énorme : stopper l'hémorragie causée dans le parc locatif à l'année, qui héberge les secteurs les moins riches de la population locale, non propriétaires de leur logement. Mais également récupérer à court terme et sans bétonner d'avantage des milliers de maisons et d'appartements qui viendront soulager la crise actuelle du logement.

Alda

(*) La compensation est l'obligation de mettre sur le marché un logement loué à l'année pour tout meublé touristique permanent de type Airbnb, ce qui rend très difficile voir impossible l'opération et dans tous les cas protège le parc locatif à l'année.

ET SI ÇA CHANGEAIT ?

TOI AUSSI,

DEVIENS MEMBRE D'ALDA



© Rémi Rivière

Depuis quelques mois, Alda commence à être connue par de plus en plus de monde. Et nous sommes donc de plus en plus sollicités. Des habitants confrontés à des problèmes dans leur logement, leur quotidien ou leur quartier viennent nous voir ou nous téléphonent. D'autres personnes, victimes d'injustices ou de situations compliquées, nous appellent à l'aide. Dans tous les cas, nous les écoutons et voyons si l'action collective peut trouver des solutions ou arracher des changements là où les demandes individuelles n'ont pas pu résoudre le problème. Ce numéro 3 du journal donne plusieurs exemples de ce travail quotidien d'Alda, et de ses multiples résultats positifs.

Nous voulons également, toujours via la

réunion des habitants concernés, faire bouger nos quartiers et y améliorer nos conditions de vie. Nous voulons les rendre plus conviviaux et solidaires car comme nous l'écrivions dans le numéro 2 du journal : « Nous ne sommes pas des outils que l'on range dans une boîte une fois le travail fini. Quand on rentre du boulot, on voudrait bien vivre, habiter nos quartiers et pas seulement y dormir. Nous voulons des rues ou des cités avec des commerces de proximité, des endroits pour se rencontrer, s'amuser, se distraire, échanger, pour les enfants bien sûr mais également les jeunes, les seniors, les familles. » Alda redoublera d'efforts dans ce sens à partir des mois à venir.

Enfin, nous voulons également nous



SAINTE-CROIX CHRISTELLE

L'action d'Alda a empêché l'ouverture d'une procédure d'expulsion contre une assistante maternelle vivant à Sainte-Croix, près du stade Deschamp. L'appartement qu'elle occupait devait être vendu par son propriétaire. Christelle n'avait pas trouvé à se reloger pendant cette période compliquée faite de confinements successifs et de couvre-feu, et l'agence immobilière ne voulait pas lui accorder de délai supplémentaire. Christelle est venue trouver Alda et ensemble, nous avons fait reculer agence et propriétaire

et obtenu qu'elle puisse continuer à habiter son appartement jusqu'à trouver une solution de relogement. Le cas de Christelle est emblématique de la crise actuelle du logement en Pays Basque.

LIRE LA SUITE P.04 >

ON SE BOUGE !

AVEC ALDA,

ON ASSURE GRAVE !

Victime d'un assureur peu scrupuleux, un travailleur bayonnais trouve du soutien auprès de l'association Alda : un exemple parmi beaucoup d'autres du travail quotidien que nous menons en défense des intérêts des populations, familles et personnes des quartiers et milieux populaires du Pays Basque.

LIRE LA SUITE P.03 >

attaquer aux causes de certains problèmes, pas uniquement à leurs conséquences. D'où notre campagne « Crise du logement 5 urgences ». Nous y travaillons avec méthode et faisons des propositions concrètes. Et là également, nous avons des premiers résultats positifs.

ENSEMBLE

Pour continuer, et renforcer notre action, il nous faut devenir plus nombreux. N'hésitez pas à nous rejoindre.

Vous pouvez adhérer sur notre site www.alda.eus ou en passant à notre permanence du 25, place des Gascons à Bayonne. Vous pouvez également devenir bénévole, participer à nos réunions (se renseigner au 07 77 88 89 23 ou à info@alda.eus).

Devenir membre d'Alda est très simple, cela permet de mieux se défendre en même temps que de renforcer le travail et l'action du collectif. Retrouvons-nous nombreux pour nous faire entendre et respecter, et pour vraiment changer les choses !

AU PROGRAMME

CAM DE PRATS ET POLO-BEYRIS P.02

- La parole aux habitants

HABAS LA PLAINE P.03

- Ensemble, résoudre les problèmes

ZUP P.04 ET P.05

- Christelle, un cas emblématique de la crise du logement en Pays Basque

- En vélo de la ZUP au centre-ville !

- ZUPERFÊTE 2021 : demandez le programme

- Ahotsik gabekoei emanaz ahotsa

- L'informatique facile, c'est possible avec le Collectif Social Web !

PETIT BAYONNE P.06

- Alda protège le parc local de logements

- Cécile

- 50 000 euro gehiago eskaintzen zaizkio eta ukatzen ditu

CRISE DU LOGEMENT P.07

- Alda s'attaque aux causes

- Appel à témoins

- Votre loyer est-il correct ?

PORTRAIT P.08

- Charlene et Willy

CAM DE PRATS

LOGEMENTS MAL ISOLÉS : UNE PÉTITION À CAM DE PRATS



L'isolation défaillante des tours de la cité de Cam de Prats met les nerfs et la santé de certains à rude épreuve. Il y a bien sûr le bruit qui pose problème, surtout quand on n'habite pas au dernier étage. On suit alors bien malgré soi les moindres faits et gestes des voisins du dessus. Mais c'est surtout le problème de la précarité énergétique et des conditions sanitaires qui se dégradent lentement mais sûrement.

Certaines chambres sont glaciales et parfois surnommées «la glacière» ou «le congel». Il faut un chauffage d'appoint, qui ne parvient pas toujours à résoudre le problème. Et surtout, certains locataires sont confrontés à de graves problèmes d'humidité. Il faut alors placer, à ses frais,

des déshumidificateurs un peu partout dans l'appartement. Cela ne suffit pas et les dégradations se font visibles sur certains plafonds et dans certaines pièces. Mais le plus grave est que des enfants en souffrent et qu'il y a des conséquences sur leur santé.

Subissant de plein fouet ces problèmes et constatant que c'était le cas de plusieurs de ses voisins immédiats, une habitante de Cam de Prats a lancé une pétition pour demander à Habitat Sud Atlantique des travaux d'isolation et de réfection des façades. Et dans l'immédiat, la prise en charge par HSA des remises en état des intérieurs dégradés par l'humidité et les moisissures. ■



POLO BEYRIS

LE BUREAU DE POSTE DU POLO-BEYRIS

«Ce que nous demandons c'est du dialogue, de la concertation». Après la dernière action du collectif du Polo Beyris, la réaction de son porte-parole, Peio Durruty, est on ne peut plus claire. Jeudi 8 juillet, à 18 heures, une réunion publique a été organisée à la Maison de la vie citoyenne du Polo Beyris pour

demander la réouverture à plein temps du bureau de Poste du quartier. Une soixantaine de personnes ont participé à cette rencontre sans que la Poste ne daigne y être présente, malgré l'invitation des habitants. «Les responsables de la Poste étaient invités aussi, mais on ne les a pas vus...» continue Peio Durruty.



LA PAROLE
AUX HABITANTS



« Habitant de Cam de prats à Bayonne, j'ai lu avec attention le dossier consacré à mon quartier dans le numéro 2 du journal Alda. Voici quelques suggestions supplémentaires pour compléter celles que l'on pouvait déjà y trouver.

Pour pouvoir profiter d'un espace vert, il faut pouvoir s'asseoir, des bancs seraient nécessaires et il est inconcevable que les familles aient besoin d'apporter leur propre chaise. Des poubelles aussi, on ne demande pas grand chose, juste le strict minimum !

Un espace sportif également pour les enfants comme pour les grands. Il n'y a même plus de cage de foot, les parents ont mis des paniers de basket accrochés aux arbres pour que les enfants puissent profiter... Et ils se sont vus obliger de les enlever ! C'est triste d'en arriver là.

Un terrain multi sport (foot, basket) serait quand même un minimum.... Il n'y a rien pour faire du sport, alors qu'il y a un espace vert qui le permettrait aisément.

Un lieu accueillant les jeunes du quartier me semble également indispensable. Il y a de plus en plus de familles, il faut agir ! Il faut créer un endroit où les habitants puissent se rencontrer, parler, échanger.

Il faut recommencer les fêtes de quartier ainsi que la fête des voisins pour que les habitants apprennent à se connaître.

Je remercie Alda d'avoir publié un article sur notre quartier, qui a le mérite de lister toutes les choses qui pourraient être faites ou améliorées, avec peu de moyens et rapidement. J'espère qu'il fera avancer la situation. Pourquoi ne pas réaliser un sondage auprès des habitants de Cam de Prats ? »

Matthias Lartigau

UNE RÉUNION
DES HABITANTS
DE CAM DE PRATS

Alda a reçu plusieurs réactions d'encouragement après la publication de notre dossier spécial Cam de Prats dans le numéro 2 du journal. Plusieurs habitants du quartier pensent qu'on peut faire des choses pour améliorer rapidement certains aspects du quotidien à Cam de Prats. Alda veut organiser une réunion dans le quartier entre celles et ceux qui peuvent être intéressés par cette perspective. Cette réunion aura lieu fin septembre ou début octobre, un jour de semaine vers 19H00 ou un samedi en journée en fonction des disponibilités du plus grand nombre. Si vous-même habitez Cam de Prats et êtes intéressé pour prendre part à cette réunion, signalez-le nous en envoyant un mail à info@alda.eus, en téléphonant au 07 77 88 89 23, ou en écrivant à Alda, 25, place des Gascons 64 100 Bayonne.

HABAS LA PLAINE

ENSEMBLE, RÉSoudre LES PROBLÈMES



Madame Etchepare* vit à Habas La Plaine depuis 10 ans. Et en 10 ans, pas mal de choses ont changé. Pour elle d'abord, parce que l'âge de la retraite est arrivé, avec sa baisse de revenus et sa baisse d'activité, et parce que ses enfants ont grandi et sont partis vivre leur vie ailleurs. Son appartement aussi a changé. Les rénovations qui avaient été faites avant

son arrivée ont vieilles. L'humidité et la condensation typiques de ces vieux bâtiments ont fait leur oeuvre, une infiltration en façade a massacré le papier peint et les peintures du plafond, et comme dans plusieurs autres appartements du quartier, des punaises de lits se sont installées.

ENSEMBLE, ON EST PLUS FORTS

AVEC ALDA, ON ASSURE GRAVE !

L'association Alda a été sollicitée par Mehdi (le prénom a été modifié), qui devait renouveler son dossier de demande de logement HLM. Comme il n'est pas à l'aise avec les dossiers administratifs, il avait peur d'oublier quelque chose et que son dossier soit rejeté.

Mehdi est donc venu à la permanence d'Alda au 25 place des Gascons et tout en l'aidant pour son dossier de demande de logement HLM, un représentant de l'association a discuté de sa situation en général et s'est rendu compte qu'il paye très cher son assurance auto : 159,30€ par mois soit 1 911,60€ par an ! Pour Mehdi, qui gagne 1290€ par mois, c'est plus de 12 % de ses revenus.

UNE COMPAGNIE
D'ASSURANCE QUI ABUSE

Après examen de son cas, Alda conclut que son contrat d'assurance n'est pas du tout adapté à sa situation : Mehdi a une Peugeot 206 qui a 10 ans (mars 2011) et on lui a proposé une assurance tous risques. Et comme il est jeune conducteur, c'est encore plus cher. Le courtier en assurance qui s'est occupé de Mehdi a profité du fait qu'il ne s'y connaissait pas en assurances pour lui faire la totale. Alda a rapidement trouvé une autre assurance qui proposait un contrat beaucoup moins cher à Mehdi



ALDA INTERVIENT

La vie n'est pas rose. Elle a essayé de parler de ses problèmes avec HSA mais entre mésestime et incompréhension, elle n'a rien obtenu. Heureusement, sa famille est là. En découvrant le n°2 du journal Alda dans la cuisine de madame Etchepare, son beau-fils va décider de relancer HSA, mais cette fois-ci en mettant Alda en copie de ses échanges. Ce choix va accélérer les choses.

Des membres d'Alda viennent très rapidement visiter l'appartement, constater les dégâts et proposer des solutions

HABAS LA PLAINE

Alda a été sollicitée par de nombreux habitants d'Habas La Plaine pour différents types de problèmes : infiltrations et humidité, mauvaise isolation, problèmes de punaises de lit dans 4 immeubles différents. Nous avons été directement voir plusieurs appartements et avons discuté avec leurs habitants. Nous allons continuer ce travail à partir d'octobre afin d'identifier les problèmes revenant le plus souvent et de les traiter collectivement. N'hésitez pas à prendre contact avec nous si vous êtes également concerné.

immédiates pour enrayer l'invasion de punaises de lits. HSA réagit très vite également et plusieurs rencontres ont lieu en présence des membres de l'association qui jouent un rôle d'accompagnement.

« L'humidité et la condensation typiques de ces vieux bâtiments ont fait leur œuvre »

AGIR COLLECTIVEMENT

HSA traite le problème de punaises de lit en urgence en faisant appel à une entreprise spécialisée et en prenant à sa charge le remplacement du mobilier infecté. Alda fournit de la terre de diatomée pour protéger le nouveau lit et empêcher les punaises de revenir. Madame Etchepare ne vit plus avec l'appréhension d'aller se coucher, et ça, ça change déjà les choses.

Pour les papiers peints et le plafond, il faut discuter avec les assurances et rouvrir un dossier mal clôturé en 2018. C'est en cours et c'est bien parti. L'appartement devrait être rénové à l'automne.

Comme beaucoup, madame Etchepare s'était retrouvée isolée face à ses problèmes. En parler et agir collectivement a permis de les résoudre. ■

* Le nom a été modifié.



ALDA :
C'EST VOTRE JOURNAL !

Envoyez-nous vos infos par mail à info@alda.eus, par lettre ou en passant nous voir à l'adresse Alda, 25, place des Gascons 64100 Bayonne ou par téléphone au 07 77 88 89 23.

Contactez-nous également si vous êtes prêt à le distribuer dans votre quartier, dans tel ensemble d'immeubles ou dans telle rue, une fois tous les trois mois. Si vous avez une heure (ou plus) de libre tous les trois mois, vous pouvez nous aider à avoir plus d'écho !

« Les responsables de la Poste étaient invités, mais on ne les a pas vus »

La demande, par contre, reste plus que jamais d'actualité : suite aux réductions d'horaires et aux transferts des services de la poste vers d'autres structures, les citoyens du Polo sont «déterminés» à remettre la Poste au cœur de la vie du quartier. L'enjeu est double : à la fois social et territorial. Si la poste reste cruciale pour l'aide à la personne, les consultations et l'adaptation à un monde de plus en plus numérique, elle est aussi le reflet de la plus ou moins bonne vitalité démocratique et participative du territoire. Sans services publics, la privatisation gagne du terrain. «Nous, on se sent délaissés : on aperçoit une crise du service public qui frappe notre quartier, mais qui vient de plus loin...». D'autres mobilisations sont prévues à la rentrée : le maintien de la pression sera indispensable pour pousser la Poste à revenir à sa fonction première et au rôle qu'elle a à jouer dans les quartiers. ■

Aitzinetik galdueak diren borrokkak dira eremanak ez direnak

Las únicas luchas perdidas de antemano son las que no peleamos

As únicas lutas perdidas de antemão são aquelas que não empreendemos

Önceden kaybedilen kavga yapılmayan kavga dir

إن المعارك الوحيدة الخاسرة مسبقاً هي التي لم نخضها بعد

Şerên ku di pêş de winda bûne Şerên nayên meşandin

Kou demoul xaré manoula am ndam

ce qui fait 70€ d'économie par mois pour Mehdi, qui, rappelons-le, gagne 1290€ par mois ! (*)

On voit là l'intérêt de l'action collective et d'une association au service des milieux et des quartiers populaires, comme Alda. Trop souvent, banques, assurances, propriétaires, administration et bien d'autres profitent des personnes isolées, vulnérables ou méconnaissant leurs droits. En s'organisant collectivement, les gens trouvent des solutions que seul on n'imagine même pas. Et ils sont tout de suite plus écoutés et pris au sérieux, voire craints et donc respectés, par les divers profiteurs du système actuel.

SI VOUS PENSEZ VOUS AUSSI ÊTRE
DANS UNE SITUATION SIMILAIRE
OU SI VOUS CONNAISSEZ
DES GENS QUI LE SONT :

contactez Alda par téléphone au 07 77 88 89 23, en écrivant à info@alda.eus ou en passant à la permanence d'Alda au 25 place des Gascons à Bayonne.

(*) C'est déjà une grosse économie pour Mehdi, et pour aller encore plus loin, Alda l'aide à changer d'assurance au terme de son contrat actuel, pour avoir un contrat encore moins cher, à 52€ par mois d'après les recherches faites par l'association. Mehdi va donc économiser au final, grâce à l'action d'Alda, 107€ par mois ! ■

CHRISTELLE, UN CAS EMBLÉMATIQUE DE LA CRISE DU LOGEMENT EN PAYS BASQUE



APPEL À L'AIDE

En avril dernier, l'association Alda a été appelée à l'aide par une locataire de Bayonne risquant de perdre son appartement et son outil de travail. Christelle (nous avons modifié son prénom) vit à Sainte-Croix. Elle est assistante maternelle, et sa situation est emblématique du problème de logement au Pays Basque.

Son propriétaire a décidé de vendre l'appartement dans lequel elle habite depuis 5 ans, dès que le bail aura pris fin. Ce T3 est également son outil de travail, puisqu'elle y accueille et garde les enfants dont elle s'occupe. L'appartement va être vendu à un couple d'une grande ville payant cash. D'après certaines informations recueillies par Alda, il serait destiné à devenir une résidence secondaire.

LOGEMENT : LE PARCOURS DU COMBATTANT

Christelle a 8 mois (plus que les 6 mois du délai légal donc) pour racheter l'appartement ou se reloger ailleurs, mais elle n'a absolument pas les moyens d'en payer les 244.000€ demandés. Elle ne peut pas plus emprunter cette somme, trop haute par rapport à ses revenus pour que les banques suivent, malgré son apport personnel. Elle tente donc de trouver à se reloger. Et là commence le parcours du combattant.

Pour pouvoir continuer son travail d'assistante maternelle, elle doit retrouver un T3 sur Bayonne ou ses environs immédiats. Mais vivant seule avec 1600 à 1900 euros de revenus mensuels, elle gagne trop pour obtenir un logement HLM et pas assez pour en avoir un dans le privé. On lui exige trois fois le loyer, qui pour un T3 sur Bayonne est désormais d'au moins 750 euros.

LA DÉRIVE DU MARCHÉ IMMOBILIER

Pendant tout cette période, son agence immobilière ne lui propose pas de solution de logement (une seule proposition faite à 15 jours de la fin du bail et retirée le jour même car le propriétaire l'a finalement loué à une connaissance). Ne s'occupant que de locations à l'année, l'agence a perdu une grande part de ses offres habituelles, que les propriétaires transforment en meublés touristiques permanent de type Airbnb, phénomène en pleine explosion sur la côte basque. L'agence prétend qu'elle aurait bien voulu garder cette locataire ne lui ayant jamais causé le moindre problème en 5 ans, mais qu'elle ne peut rien lui proposer d'adapté du fait de cette baisse radicale de l'offre locative à l'année.

En réalité, il se surajoute un nouvel élément qui explique cette absence de proposition de logement : l'agence applique désormais de manière psychorigide la

sacro-sainte règle des 3. Le revenu de la personne doit être 3 fois supérieur au loyer, pas un poil de moins ! Et ce n'est pas le cas pour Christelle, qui pourtant n'a jamais eu un retard ou un impayé de loyer, ce que son agence est bien placée pour savoir.

PROCÉDURE D'EXPULSION

Le délai fatidique fixé au 17 mai approchant, Christelle demande un délai de 3 semaines supplémentaires à l'agence gérant son appartement. L'agence accepte verbalement 2 semaines supplémentaires mais voyant que la locataire ne trouve toujours pas à se loger, elle lui annonce par mail que la procédure d'expulsion va être enclenchée au 17 mai comme prévu. Christelle va alors rentrer dans le cycle infernal des constats d'huissiers, avis d'expulsion... Et en restant sur place, elle encourt le risque d'être poursuivie en dommages et intérêts pour avoir fait capoter la vente (d'après l'agence, l'acheteur ne voulant pas d'un logement occupé).

LA FORCE DU COLLECTIF

En désespoir de cause, Christelle frappe à la porte d'Alda qui se met aussitôt en ordre de bataille. Courriers à l'agence immobilière, à différents élus, entretien téléphonique avec le propriétaire. Le lundi 3 mai, l'association demande un rendez-

vous urgent avec les responsables de l'agence. Il aura lieu le jeudi 6 mai au local d'Alda, place des Gascons. Alda avertit les responsables de son intention d'appeler à des rassemblements publics si la procédure d'expulsion est lancée. Très vite un terrain d'entente est trouvé. Pas d'ouverture de procédure tant que Christelle n'a pas trouvé de solution de relogement. Alda accompagne déjà depuis quelques jours Christelle dans ses démarches pour trouver un T3 sur Bayonne, que ce soit dans le parc privé ou dans le parc social.

Christelle va finalement trouver un T3 bien plus rapidement que prévu et pourra y aménager dès le 5 juin sans qu'aucune procédure d'expulsion n'ait été entamée contre elle. Alda sera présent jusqu'à l'état des lieux final le 7 juin pour s'assurer que tout se déroule bien jusqu'au bout.

PRENDRE DES MESURES FORTES, ET VITE !

L'histoire se termine bien pour Christelle qui a tout de même failli se retrouver à la rue et sans travail parce que l'argent tout puissant prime sur le droit des habitantes et habitants d'un territoire à s'y loger. Son cas est hélas emblématique de la situation générale des locataires actuels de la côte basque qui vivent désormais avec une épée de Damoclès au dessus de la tête : se retrouver d'un moment à l'autre à la rue pour que leur appartement devienne une résidence secondaire ou un meublé touristique !

Il est plus que temps de prendre des mesures fortes pour stopper cette dérive inacceptable. Alda va s'employer à en proposer rapidement aux pouvoirs publics locaux.

Si vous êtes confrontés au même problème que Christelle, ne perdez pas de temps. Contactez Alda sans plus attendre, afin que nous étudions avec vous comment se sortir au mieux de cette situation. ■



ZUP ALDA S'INSTALLE PLACE DES GASCONS

Le soleil était de sortie et nous avec ! Ce samedi 29 mai, alors que l'on se déconfinait progressivement, l'inauguration du local d'Alda a été l'occasion pour faire le plein d'énergie et d'espoir quand tout le monde en avait bien besoin. Environ 160 personnes se sont retrouvées pour découvrir ce local situé au cœur du quartier Ste Croix, mais aussi pour soutenir une volonté : celle de donner de la voix à ceux qui n'en ont pas, celle de faire marcher la solidarité pour améliorer la vie des plus vulnérables au quotidien. Cela a été l'occasion de présenter le travail mené par l'association depuis sa création et de lister un certain nombre de premières victoires.

Le public était varié, bénévoles d'Alda, habitants de Bayonne et notamment des quartiers nord, représentants des comités de locataires et même une délégation du syndicat ELA venue du Pays Basque sud. Tous ont pu applaudir les différents artistes : le chanteur Mohamed Boujalal ainsi que son fils Abdallah, les bertulari (improvisateurs en langue basque) Aitor Servier et Nahia Sasco et des rappeurs et danseurs hip hop.



Au cœur du quartier de la grande ZUP, une association accompagne les habitants du coin à se familiariser avec les outils numériques. Le Collectif Social Web, créé en 2014, veut aider les gens à naviguer sur internet, effectuer des démarches en ligne, ou même simplement imprimer un document. Pour cela, les membres de l'association appliquent une méthode

très simple : aborder l'informatique avec légèreté.

Le collectif est bien connu des habitants de la ZUP. Et pour cause, le service rendu par l'association est précieux. Il faut dire qu'aujourd'hui, c'est de plus en plus compliqué de répondre à ses obligations sans accès au numérique. Et c'est encore

ZUP ZUPERFÊTE 2021 : DEMANDEZ LE PROGRAMME



La prochaine Zuperfête aura lieu le premier week-end d'octobre ! Voici un aperçu du programme de cette fête du quartier des Hauts de Sainte Croix, qui a pour ambition de réunir tous les habitants autour d'animations et d'un grand repas partagé.

VENDREDI 1ER OCTOBRE DANS L'APRÈS-MIDI :

animations artistiques réalisées par les enfants et jeunes des écoles du quartier et concerts.

SAMEDI 2 OCTOBRE :

À partir de 12H30 : grand repas préparé par les habitants, constituant un véritable tour du monde des saveurs.

L'APRÈS-MIDI DE 13H30 À 18H00 :

animations diverses : jeux et animations pour les enfants, déambulations de marionnettes, défis sportifs, stands associatifs et expositions artistiques, DJ Kez Kali, Chorale Artotekanté, apéritif des langues.

À PARTIR DE 18H00 ET JUSQU'À 23H00 : apéritif des langues par Euskal Babel, repas proposé par Etorquinekin (Maffe poisson ou repas végétarien), concerts avec **Bokale Brass Band** et **Dj Kez Kali** ■



ZUP AHOTSİK GABEKOEI EMANEZ AHOTSA

Aitor Servier eta Nahia Sasco bertsoak eskaini zizkiguten 2021eko apirilaren 29an Aldaren lokalaren estreinaldian. Horra zer kantatu ziguten:

*Ezinbestekoa zen hori erratea
Zaila da egoera frango jasatea
Nehork ez zien jotzen etxeko atea.
Hau elkartasuna da, ez karitatea.*

*Gauza ederrenak ez direnez ordaintzen
Segizazue hemen duzuen eskaintzen.
Nahi duenarekin behar duena zaintzen
Elkartasunez plaza eder hau apaintzen.*

*Auzo baztertueta sistemaren bortxa
Aldak bere egoztan idatzi du ontsa
Zaindu nahi nukeela herritar bakotxa
Ahotsik gabekoei emanez ahotsa*

*Egunerokoa egin denean iluna
Pentsatuz nola sortu gure etorkizuna
Hemen agertzen baita haien erantzuna
Entzun dezaten gure hitzen oihartzuna*

*Bada zer aldatua nahi auzo orotan
zuen elkarte ere hau saiatzen da hortan.
Ez al duzu ikusten nahiz jardun borrokan
Geroa urrun eta oraina kolokan*

*Momentuan zer egin nahiz-ta beti galda
Oraina soilik ezin daitekeela alda.
Urrun begiratzea ederra ez al da?
Geroaren sortzaile izanen da Alda.*

ZUP EN VÉLO DE LA ZUP AU CENTRE-VILLE !

Aller en vélo de la cité Breuer ou de la place des Gascons jusqu'à la mairie ou au Petit Bayonne, c'est désormais possible en toute sécurité. Et très rapidement. Un bénévole d'Alda a fait l'expérience montre en main. Parti du club de boxe Azkar, à côté du COB, à 17H06, il est arrivé aux Halles de Bayonne à 17H18 (en passant par le pont de fer puis l'avenue du Capitaine Resplandy). 12 mn ! C'est plus rapide qu'en voiture, surtout si l'on compte le temps nécessaire pour se trouver une place de stationnement !

Ce sont les associations Txirind'Ola et Bizi qui ont proposé et longuement plaidé pour cette nouvelle piste cyclable mise en place par la commune de Bayonne. Merci à elles, et à la ville, car c'est une vraie réussite. On y roule en sécurité tout le long de la piste, y compris quand on se déplace avec ses enfants. C'est un vrai plus pour tous ceux qui n'ont pas le permis ou pas de voiture, ou ceux qui veulent contribuer à réduire la pollution et le changement climatique, ou tout simplement pour ceux qui veulent conjuguer déplacements quotidiens et exercice physique. C'est bon pour la santé, bon pour la planète et nos enfants, et bon pour le porte-monnaie ! ■





PETIT BAYONNE
ALDA PROTÈGE
LE PARC LOCAL DE LOGEMENTS

Le mercredi 16 juin, les militants d'Alda ont réalisé une action médiatique et pédagogique. Nous nous sommes installés dans un appartement Airbnb du Petit Bayonne que nous avons transformé en quartier général du combat pour le droit au logement !

IL Y A AIRBNB ET AIRBNB

L'association Alda ne met pas tout dans le même sac. Quand des particuliers louent une chambre de leur appartement ou une partie de leur maison pour mettre un peu de beurre dans les épinards, quand ils louent leur logement pendant qu'ils sont en vacances, cela n'aggrave pas la crise du logement. Au contraire, cela absorbe une partie des touristes sans bétonner d'avantage ou empiéter sur le parc locatif à l'année.

Le problème commence quand des propriétaires de logements jusqu'alors loués à l'année les transforment en «meublés touristiques» pour les louer ensuite de manière permanente sur les plateformes internet style Airbnb, Abritel, Le Bon Coin ou Popliday. Les secteurs les moins riches de la population locale, ceux qui sont locataires, perdent alors un logement. Et le jeu de l'offre, qui rétrécit

PETIT BAYONNE

CÉCILE

Alda a été sollicité par Cécile (le prénom a été modifié) que son ancien propriétaire soumet à de multiples poursuites judiciaires suite à des retards et impayés de loyers datant de 2010 et 2011 : environ 1500 euros de retards et impayés cumulés. Pas de quoi menacer de faillite ce riche propriétaire de plusieurs immeubles bayonnais. Ce dernier avait à l'époque, pour cette somme, fait ordonner l'expulsion de cette mère de 2 jeunes enfants de son appartement de la rue des Cordeliers. Depuis, il n'a de cesse de la poursuivre, accumulant les frais de justice, indemnités et factures d'huissier à la charge de son ancienne locataire.

La somme à payer monte désormais à plus de 5000 euros, montant impossible à payer

ainsi, et de la demande, toujours aussi importante, fait grimper les prix. Résultat : il devient de plus en plus difficile de trouver un appartement à louer et les loyers sont de plus en plus élevés.

AU MOINS 6000 À 7000 LOGEMENTS PERDUS !

Pour la première fois, Alda a rendu public l'étendue de ce problème. L'association a pu chiffrer le phénomène et estime qu'au minimum 6000 à 7000 logements entiers sont loués de manière permanente sur les plateformes type Airbnb, Abritel, Le Bon Coin ou Popliday ! Il faut comparer ce nombre aux 41 670 logements loués à l'année en 2017 au Pays Basque dans un parc privé de plus en plus tendu. On comprend alors la menace et la pression causée par ce phénomène en pleine explosion, et la nécessité urgente de réagir. Alda a également proposé aux élus locaux et à la Communauté d'Agglomération du Pays Basque (CAPB) une série de mesures réalisables tout de suite, pouvant stopper le problème. Parmi elles, le principe de compensation obligeant à proposer une location à l'année pour tout meublé



« De plus en plus d'appartements du centre-ville cessent d'être loués à la population locale et deviennent des Airbnb permanents »

touristique mis sur le marché. Cette mesure qui est déjà appliquée à Bordeaux ou Lyon est d'une efficacité redoutable. Le grignotage du parc locatif à l'année y a été stoppé net.

D'autres actions d'Alda ont suivi (une autre opération spectaculaire à Urrugne devant des locaux de la CAPB et le siège de Popliday, une des principales sociétés de location de meublés touristiques permanents, des notes de chiffrage sur la croissance exponentielle du problème, et des notes juridiques sur la faisabilité locale des mesures proposées par Alda) ainsi que des réunions avec les responsables de la CAPB en charge du dossier.

POURQUOI CETTE PREMIÈRE ACTION AU PETIT BAYONNE ?

Le centre-ville de Bayonne connaît une croissance préoccupante de ce phénomène. De plus en plus d'appartements cessent d'être loués à la population locale et deviennent des Airbnb permanents. Les gens qui restent perdent leurs voisins et gagnent des allées et venues de valises à roulettes et de personnes pouvant faire la fête et du bruit toute la nuit sans avoir peur de se mettre à dos des voisins que l'on ne croquera plus la semaine suivante. Rien que dans la rue des Tonneliers où a eu lieu cette action d'Alda, pas moins de 10 immeubles comportent dorénavant des appartements proposés en meublés touristiques. Encore ne parle-t-on ici que de ceux qui sont officiellement enregistrés, car beaucoup ne se donnent même pas cette peine et fraudent donc la loi en toute impunité...

UNE CIBLE SYMBOLIQUE

La première action d'Alda a visé une cible symbolique. L'appartement est situé au 3^{ème} étage, côté rue, du 14, rue des Tonneliers. Sa propriétaire a plusieurs



autres appartements. Celui-ci était loué à un couple de jeunes bayonnais jusqu'en janvier 2021. Depuis février, il a été retiré du parc locatif à l'année et c'est devenu un meublé touristique permanent loué sur Airbnb et Booking. En outre, Alda n'a trouvé aucun numéro d'enregistrement sur les annonces Airbnb et Booking le concernant. Nous avons donc écrit à la mairie de Bayonne pour vérifier que le propriétaire ne fraude tout simplement pas. La réponse, reçue ce mois d'août après vérification des services, est OUI ! La mairie de Bayonne a donc mis en demeure la propriétaire afin qu'elle régularise la situation de ce logement, tant au regard de la réglementation du changement d'usage que de l'enregistrement au titre de la taxe du séjour. ■

AVEZ-VOUS SIGNÉ

LA PÉTITION ?

Pour appuyer l'urgence de prendre des mesures contre la prolifération Airbnb mettant en danger les locataires locaux, Alda a réalisé deux outils à connaître et faire connaître :

UNE VIDÉO PÉDAGOGIQUE d'une minute sur le problème et les solutions qui a déjà été visionnée plus de 12 000 fois. On peut la voir sur www.alda.eus/logement/

UNE PÉTITION déjà signée par plus de 2000 citoyens, élus, responsables d'associations, à retrouver sur la même adresse internet ou à signer en format papier au local d'Alda ou sur les marchés.

du eta apartamentua hor bizitzeko xedea zuen bikote gazte bati saldu dio, mailegu bat egin behar izan duena ordaintzeko. Gure haurrek hemen lan egin eta bizitzeko aukera ukan dezaten, ez ditzaug gure etxebizitzak edozein prezioetan edo edozein erabilerarentzat sal. Euskal Herria ez da salgai. Ez dezagun sal Euskal Herria ! ■



ETXEBIZITZA

50 000 € GEHIAGO

ESKAINTZEN ZAIZKIO

ETA UKATZEN DITU

Adibide eder bat, besteen artean, jakinarazi beharra eta segitu beharra gazteek eta pobleen herrian bizitzeko aukera ukan dezaten. Marionek bere Angeluko apartamentua saldu du aurtun. Iragarkia agertu orduko eskaintzak biderkatu dira, finkatu zuten prezioa baino gorakoak barne. Baten batek 50 000€ eskaini dizkio ere ! Beste batek oraintxe apartamentu bat erosi zuen Biarritzen eta beste bat nahi zuen Angelun ! Batzuk zalantzarik gabe bigarren etxebizitza bat nahi zuten. Anitzek erostean berean ordaintzeko prest ziren. Baina Marionek oinarritzko prezioa atxiki

CRISE DU LOGEMENT

ALDA S'ATTAQUE AUX CAUSES



Le logement s'impose comme le problème numéro 1 pour une partie de plus en plus grande de personnes vivant dans les quartiers et milieux populaires de Bayonne et du Pays Basque. Alda a pu s'en rendre compte, que ce soit par l'enquête menée pendant plusieurs mois dans les quartiers populaires de Bayonne ou par le nombre de cas concernés parmi les personnes en difficulté sollicitant l'association. Nous avons vite pris la décision de nous attaquer aux causes et pas seulement de nous occuper des conséquences.

OBJECTIFS GAGNABLES

Nous avons alors étudié la situation du logement en Pays Basque grâce à plusieurs documents et rapports, dont le diagnostic du Programme Local de l'Habitat. Nous

en avons tiré notre propre diagnostic que nous avons publié dans une brochure tirée à 4000 exemplaires et intitulée «Crise du logement au Pays Basque : 5 urgences». Nous avons établi un certain nombre d'objectifs, propositions et priorités d'action.

Notre travail a été guidé par 2 principes : - s'occuper des aspects de la crise du logement concernant les secteurs les moins riches de la population, car ce sont ceux qui sont les plus vulnérables et menacés par cette crise ;

- définir des objectifs gagnables, soit par notre propre action et ses effets directs (campagne d'information sur l'encadrement actuel des loyers par

APPEL À TÉMOINS

BAIL NON RENOUELÉ

CAR LE PROPRIÉTAIRE DIT VOULOIR

Y HABITER OU Y LOGER UN PROCHE



Mais personne ne songe à vérifier après être parti si quelqu'un de la famille du propriétaire s'est finalement bien installé dans son ancien logement ! Et encore moins à voir si l'appartement ou la maison en question ne sont pas tout simplement devenus des locations permanentes sur les plateformes de type Airbnb, Abritel, Le Bon Coin ou Popliday. L'association Alda est prête à mener ce type d'investigation. Si vous habitez en Pays Basque et que votre propriétaire vous a donné congé de votre logement en invoquant cette clause, merci de nous indiquer votre ancienne adresse très précisément (en mentionnant l'étage, le numéro de l'appartement, la situation...) et le motif exact de congé (le propriétaire a-t-il précisé quel proche devait s'installer dans le logement en question ?). Vous pouvez signaler votre cas à l'adresse info@alda.eus ou au téléphone : 07 77 88 89 23 (Votre anonymat sera préservé si vous le souhaitez). L'objectif d'Alda est de mener des actions publiques ou juridiques contre ce type d'agissements, quand ils sont prouvés, afin de faire cesser ces pratiques au plus vite. ■

RÉUNION COMMISSION

LOGEMENT D'ALDA

MERCREDI 15 SEPTEMBRE DE 19H00 À 21H00 AU 20, RUE DES CORDELIERS DANS LE PETIT BAYONNE (rez-de-chaussée)

Cette réunion est ouverte à toutes celles et ceux qui veulent donner un coup de main à la campagne d'Alda pour le droit au logement (préparation d'actions, distribution des brochures ou de tracts, collages d'affiches, travail de dossier, stands, organisation manifestations ou fêtes diverses : il y en a pour tous les goûts et toutes les compétences ! :-))

ATTENTION !

Les réunions Alda commencent à l'heure et finissent à l'heure !

exemple, lutte contre les pratiques frauduleuses de certains propriétaires aisés...), soit auprès des communes et de la Communauté d'agglomération du Pays Basque (limiter au maximum la transformation des locations à l'année en meublés touristiques permanents de type Airbnb...).

Nous croyons qu'en travaillant intelligemment et efficacement, nous pouvons obtenir un certain nombre de

«Alda a établi un certain nombre d'objectifs, propositions et priorités d'action pour le logement»

victoires partielles qui amélioreront sensiblement la situation et limiteront l'ampleur du problème. Et nous pensons qu'il y a urgence à le faire.

UN FRONT LARGE DU LOGEMENT

Nous travaillons également, en parallèle, à la constitution d'un «front large du logement», notamment avec toutes les structures travaillant sur les questions d'habitat, d'hébergement d'urgence, de lutte contre la précarité et l'exclusion. Le but est de peser plus fort et de viser également des changements législatifs dans ce domaine.

Alda défendra au sein de ce grand rassemblement les 5 objectifs suivants :

- plafonner les loyers
- garantir le logement social
- réhabiliter les logements vacants
- stopper les résidences secondaires
- protéger les locations à l'année ■

GRANDE MANIFESTATION

UNITAIRE

POUR LE DROIT À UN LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS SAMEDI 20 NOVEMBRE À BAYONNE

ENCADREMENT DES LOYERS

VOTRE LOYER EST-IL CORRECT ?



L'agglomération de Bayonne est l'une des 28 agglomérations de l'État français classées «zones tendues», car il y a beaucoup moins d'offres de locations de logements que de demandes. On n'avait pas vraiment besoin de ce label pour savoir qu'il est difficile de se loger à Bayonne et aux alentours, alors, en quoi cette classification peut-elle nous être utile en tant que locataires ?

UN OUTIL CONTRE L'AUGMENTATION DES LOYERS

La principale mesure à connaître est l'encadrement des loyers qui interdit à un propriétaire en zone tendue d'augmenter le loyer à sa guise. En effet, lors d'un renouvellement de bail ou à la remise en location avec un nouveau locataire, l'augmentation du loyer est limitée à l'indice de référence des loyers (IRL) qui

suit à peu près l'inflation. Ainsi, si un appartement était loué 500 euros par mois au 1er trimestre 2020, l'augmentation pour un nouveau bail signé au 1er trimestre 2021 ne pouvait pas dépasser 46 centimes.

FAIRE BAISSER SON LOYER ?

Il existe quelques exceptions, notamment en cas de travaux ou si le propriétaire peut prouver que le loyer est sous-évalué, mais dans tous les cas, le propriétaire est obligé de mentionner dans le bail le loyer du précédent locataire. Si votre propriétaire ne l'a pas fait ou qu'il a profité du changement de locataire pour augmenter considérablement le loyer de votre appartement, signalez-le à Alda. Des recours sont possibles et peuvent permettre le retour à l'ancien loyer, voire même un remboursement du trop payé ! ■



PORTRAIT

CHARLÈNE ET WILLY

C'est suite à la diffusion des 2 premiers numéros du journal Alda dans les quartiers populaires de Bayonne qu'ils ont découvert la nouvelle association défendant les personnes et familles en difficulté ou victimes d'injustice. Cela faisait tant d'années que Charlène et Willy se battaient seuls contre la froide machine administrative et juridique qu'ils commençaient à perdre espoir. Charlène a alors écrit un mail à Alda et ne l'a pas regretté depuis.

FRANÇAIS SANS PAPIERS

Leur famille est de Came et de Bayonne, leur père et leur mère sont français, mais,

nés au Cameroun, Charlène et Willy n'ont pas de papiers d'identité français. Pourtant, ils sont français aux termes de l'article 18 du Code civil «*Est français l'enfant dont l'un des parents au moins est français*» et ils n'ont aucune autre nationalité.

Charlène et Willy demandent une carte nationale d'identité et un passeport depuis 2007, sans résultat.

Leur père les a officiellement reconnus en 1998 à la mairie de Bayonne, sur la base d'actes de naissance qu'il avait fait établir à distance, au Cameroun. Comme souvent dans certains documents africains, ces actes comportaient des erreurs.

Cela les a condamnés à errer sans fin

dans un véritable labyrinthe judiciaire et administratif, trimballés de procédures en procédures, sans jamais trouver l'issue.

UN CASSE-TÊTE QUOTIDIEN ET ÉPUI sant

Cette situation plus qu'exceptionnelle fait de Charlène et Willy des citoyens de seconde zone et de leur vie un casse-tête quotidien. Ils n'ont pas le droit de vote, ni celui de se marier ou de se pacser. Ils ne peuvent pas passer le permis de conduire, ni avoir de carte vitale ou de chéquier, recevoir un colis à la poste ou un recommandé chez eux, pas plus que de souscrire à un opérateur de téléphonie mobile. Et ils ne peuvent pas voyager, par avion, train ou bateau ni franchir de frontière, et donc sortir de France !

Charlène et Willy sont condamnés à une vie d'apatrides dans leur propre pays, privés de la plupart de leurs droits. Outre la détresse financière et sociale à laquelle cette situation les condamne, elle est chaque jour plus angoissante et épuisante. Au fur et à mesure qu'ils avancent en âge, ils voient leur vie filer sans rien pouvoir construire de stable et de durable.

L'IMMOBILISME DES AUTORITÉS

PROLONGE LEUR CALVAIRE

En septembre 2019, après 12 ans de démarches administratives et juridictionnelles, le tribunal de grande instance de Bordeaux a enfin sollicité que des vérifications soient faites avant de délivrer un certificat de nationalité française les concernant. Mais depuis, plus rien !

À chaque audience, le même scénario se reproduit. Le juge demande au procureur si cette vérification a été faite. Mais ni celui-ci ni le ministère des affaires étrangères ne semblent ordonner au Consulat de France au Cameroun de procéder à ces vérifications. Et le juge reporte à chaque fois l'audience. La prochaine aura lieu en septembre.

L'immobilisme des autorités prolonge le calvaire de Charlène et Willy. Et il viole l'article 15 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée à Paris par l'ONU en 1948 et qui proclame que «*Tout individu a droit à une nationalité*».

MÉDIATISER POUR ENFIN

FAIRE BOUGER LES CHOSES

Après discussion avec Charlène et Willy, Alda a décidé de se mobiliser pour médiatiser cette affaire afin de rompre l'immobilisme des autorités. L'association a organisé le 9 juillet un premier rassemblement devant la maison natale de René Cassin, co-rédacteur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, située à côté de la mairie de Bayonne. Cela a fait parler du cas de Charlène et Willy dans la presse locale : reportage à France 3, pages entières dans Sud-Ouest ou Mediabask, articles dans Enbata ou la Semaine du Pays Basque.



Alda s'attaque désormais à une seconde étape, plus difficile mais pas impossible : toucher les journaux et télévisions nationales pour faire parler au maximum de cette situation surréaliste et interpeller ainsi les pouvoirs publics.

PROCHAINE ACTION À BORDEAUX

L'association prépare un second rassemblement devant le tribunal de grande instance de Bordeaux le lundi 20 septembre à 14H00, date de la prochaine audience. Un co-voiturage est organisé à 11H00 au départ de Bayonne. Celles et ceux qui sont prêts à monter à cette occasion sur Bordeaux peuvent nous contacter à info@alda.eus ou au 07 77 88 89 23. ■



BON À SAVOIR

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ALDA SAMEDI 9 OCTOBRE 2021 À 15H00

© Rémi Rivière

AU GAZTETXE ZIZPA, 7, QUAI DE LESSEPS À BAYONNE

Alda est une nouvelle association ouverte à tous les habitants des quartiers et milieux populaires, et à tous celles et ceux qui veulent changer les choses. Elle est née il y a à peine un an, le 10 octobre 2020, et s'est mise aussitôt au travail, avec déjà pas mal de résultats concrets. Sa première assemblée générale aura lieu le samedi

9 octobre à 15H00 au Gaztetxe Zizpa, 7, Quai de Lesseps à Bayonne. Au programme : bilan moral et financier de cette première année de travail, point sur la campagne logement, priorités de travail et d'action pour l'année à venir et élection du conseil d'administration. Si vous n'êtes pas encore adhérent de l'association mais que vous voulez quand même assister à cette assemblée générale, contactez-nous au 07 77 88 89 23 ou à info@alda.eus.

BON À SAVOIR

LE JOURNAL DES QUARTIERS POPULAIRES DE BAYONNE

VOUS AVEZ DES INFORMATIONS
À COMMUNIQUER ?

DES PROJETS À PRÉSENTER ?

DES RENDEZ-VOUS
À FAIRE CONNAÎTRE ?

DES INJUSTICES
OU DES PROBLÈMES
À DÉNONCER ?

DES DEMANDES
À FAIRE ENTENDRE ?

Alda, le journal des quartiers populaires de Bayonne, diffusé à 20 000 exemplaires, est là pour vous.

ÉCRIVEZ-NOUS
OU CONTACTEZ-NOUS À :

Alda, 25, Place des Gascons
64 100 Bayonne
info@alda.eus / 07 77 88 89 23



@alda.eus @alda_eh @alda_eh



TRIMESTRIEL GRATUIT - EDITÉ PAR L'ASSOCIATION ALDA

Alda est une association défendant les intérêts et aspirations des populations, familles et personnes à faible et moyen revenu. L'objectif d'Alda est de redonner du pouvoir à ces dernières, en leur permettant de faire entendre leurs voix plus efficacement. Alda est indépendante de tout parti politique, ainsi que des pouvoirs publics.

Alda, 25, place des Gascons, 64 100 Bayonne
info@alda.eus / 07 77 88 89 23 / www.alda.eus
Responsable de publication : Ainize Butron
Imprimerie Antza
Graphisme : www.atelier-etcetera.com
Dépôt légal ISSN n° 2779-4520